

Numéro 84 - 14 décembre 2020

Les tentatives actuelles des États-Unis de semer le chaos à Cuba
Opposons-nous à l'ingérence impérialiste
à Cuba et à la violation des normes
diplomatiques

- Nick Lin -

Piquetage mensuel contre le blocus de Cuba par les États-Unis



CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

- **Le blocus des États-Unis viole les droits humains du peuple cubain**
- *Déclaration d'organisations du Québec à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme* -

La lutte pour les droits et le renouveau en Inde

- **La marche de masse des fermiers à Delhi entre dans sa troisième semaine**
- *Meera Kaur* -
- **Actions partout dans le monde en appui aux fermiers indiens**

Important anniversaire

- **Le 200e anniversaire de naissance de Friedrich Engels**

Les tentatives actuelles des États-Unis de semer le chaos à Cuba

Opposons-nous à l'ingérence impérialiste à Cuba et à la violation des normes diplomatiques

- Nick Lin -

Une campagne d'ingérence dans les affaires intérieures de Cuba est menée par des diplomates américains, des politiciens et des terroristes anticubains des États-Unis. Cette campagne incite la jeunesse cubaine à se lancer dans des activités contrerévolutionnaires en violation flagrante des règles régissant les relations diplomatiques.

Le 30 novembre, le ministre des Relations extérieures de Cuba, Bruno Rodriguez, a dénoncé sur son compte officiel Twitter, la participation directe du chargé d'affaires des États-Unis à La Havane, Timothy Zuniga-Brown, en incitant et en aidant à des actes illégaux contre l'ordre public et les normes de santé face à la pandémie de la COVID-19. Carlos Fernandez de Cossío, directeur général chargé des États-Unis au sein du ministère des Relations extérieures de Cuba (Minrex), a également souligné « les graves violations de ses fonctions de diplomate et chef de mission » commises par Timothy Zuniga-Brown.

Carlos Fernandez de Cossío a expliqué que le diplomate américain s'est rendu à plusieurs reprises dans le quartier de San Isidro dans la Vieille Havane, où son ambassade était au courant du développement d'un événement de provocation politique et sociale, le soi-disant mouvement San Isidro. Timothy Zuniga-Brown a également entrepris de « transporter et de soutenir personnellement des personnes qui enfreignaient les règles sanitaires de protection contre la pandémie », ce que le Minrex qualifie « d'ingérence flagrante et provocante dans les affaires politiques internes de Cuba et de violations incontestables de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques ». Cuba n'accepte pas un tel comportement, a déclaré Carlos Fernandez de Cossío, et ne tolérera pas un mépris de la loi et des règles en violation de leurs obligations, que ce soit du diplomate américain ou de son ambassade.



Le Minrex est pleinement au courant de l'implication des États-Unis dans le financement, l'orientation et l'incitation de groupes et d'individus à Cuba à contester l'autorité du gouvernement, à la fois par des moyens pacifiques et violents, a ajouté Carlos Fernandez de Cossío. Cuba est également au courant de la manipulation américaine des réseaux sociaux pour diffuser de fausses informations, inciter à la haine, diviser la population, fomenter le ressentiment et appeler à des

activités illégales, a-t-il déclaré.

« Les auteurs de la farce de San Isidro se sont trompés de pays, ils se sont trompés d'histoire et de corps d'armes. Nous n'admettons aucune ingérence, provocation ou manipulation. Notre peuple a tout le courage et toute l'autorité morale pour se battre pour le cœur de Cuba », a posté sur Twitter le président de la République, Miguel Diaz-Canel Bermudez, pour exprimer clairement la position du pays face à cette nouvelle provocation politique financée depuis les États-Unis. Il s'est également fait l'écho de la dernière déclaration de Carlos Fernandez de Cossío qui a dit : « Telle sera toujours notre réponse aux plans pervers contre l'Île. »

Le soi-disant mouvement San Isidro a exigé que le gouvernement libère le rappeur Denis Solís, condamné à huit mois d'emprisonnement pour outrage à l'autorité alors qu'il a reconnu qu'il entretenait des liens avec des personnes à Miami qui financent des actes de violence contre Cuba.

Enrique Ubieta Gomez, dans un article publié dans l'édition du 2 décembre de *Granma*, a donné plus de détails sur Denis Solís et d'autres « dissidents » pro-impérialistes qui se disent le « Mouvement San Isidro ».

« Un policier en uniforme remet une convocation au citoyen Denis Solís. Celui-ci explose et le couvre d'insultes en employant des mots que je n'oserai pas reproduire ici, et le menace. Le policier ne lui passe pas les menottes, ne le frappe pas, ne le plaque pas au sol pour presser son genou sur son cou. Une vidéo prise par la victime présumée en témoigne. Denis est interpellé pour outrage. Il a déjà reçu plusieurs amendes administratives pour avoir troublé la paix et deux avertissements officiels pour avoir harcelé des touristes. Le délit d'outrage est prévu à l'article 144.1 du Code pénal. Denis accepte les chefs d'accusation et ne fait pas appel. Mais avant d'obtempérer, il clame haut et fort que Trump est son président, et c'est ainsi qu'il devient un « dissident ». Les « grévistes » de San Isidro exigent sa libération. Ils se déclarent en grève de la faim et de la soif, mais le septième jour, Alcantara, le chef de file de la provocation – il a souillé le drapeau national dans d'autres actes de cette étrange mise en scène – apparaît dans une vidéo prise par ses 'collègues' – pour utiliser le même terme que le diplomate impérial –, furieux et agressif, empêchant les autorités sanitaires d'intervenir, et non pas 'très faible et alité' (comme l'indique la logique médicale). »



Les médias cubains ont montré que la « grève de la faim » était un spectacle, car les « dissidents » ont été vus se faire apporter de la nourriture et de l'eau. La soi-disant grève a été interrompue par les autorités cubaines le 30 novembre, car elle violait les protocoles de santé en place pour bloquer la transmission de la COVID-19.

Ubieta Gomez explique que pour ce qui est de ce « mouvement », il « ne s'agit pas de la liberté d'expression (et encore moins, loin de là, artistique), mais de la construction d'une opposition politique clairement déjà parrainée par l'impérialisme, du

rétablissement de la démocratie bourgeoise et de la destruction de toute leur de démocratie populaire.

« Bien que beaucoup de ces 'grévistes' l'ignorent, le véritable objectif est la restauration de la Cuba néocoloniale. Pour mémoire, les hauts fonctionnaires de l'administration Trump se sont immédiatement portés au secours des acteurs de leur mise en scène. Ils savent que le rideau est sur

le point de tomber et veulent porter les derniers coups de poignard. »

Notamment, Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale du président élu américain Joe Biden a écrit sur Twitter au sujet de l'opposition du gouvernement cubain à l'ingérence américaine par le biais du « mouvement San Isidro » : « Nous soutenons le peuple cubain dans sa lutte pour la liberté. Le peuple cubain doit être autorisé à exercer le droit universel à la liberté d'expression. » C'est une indication que la politique générale des États-Unis qui vise à confondre la liberté d'expression et les actes de violence contre l'ordre public se poursuivra.

Pour sa part, le gouvernement canadien, qui prétend défendre un ordre international fondé sur des règles, a gardé le silence sur les violations flagrantes et graves des relations diplomatiques avec Cuba par les États-Unis. Ce silence souligne sa servilité envers les États-Unis, ce qui est inacceptable pour les Canadiens.

LML condamne l'ingérence impérialiste américaine à Cuba et les tentatives de cibler la jeunesse cubaine pour fomenter la contre-révolution. Il dénonce en particulier le blocus génocidaire des États-Unis contre Cuba et appelle toutes les personnes éprises de paix et de justice à tout mettre en oeuvre et à prendre part aux piquetages mensuels et à d'autres actions au Canada pour exiger que les États-Unis mettent fin à leur ingérence à Cuba.

(Source : Prensa Latina et Granma.)

Le blocus des États-Unis viole les droits humains du peuple cubain

- Déclaration d'organisations du Québec à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme -



Consulat de Cuba à Montréal, la Journée internationale des droits de l'homme, le 10 décembre 2020

Des organisations de la province de Québec lancent un appel à dénoncer ce 10 décembre 2020, Journée internationale des droits de l'homme, la violation flagrante et massive des droits humains

contre le peuple cubain, à travers un blocus économique, financier et commercial imposé par les États-Unis depuis l'année 1962 et rejeté, chaque année, par la majorité de la communauté internationale à l'Assemblée générale des Nations unies.

Les États-Unis, dans les 60 dernières années, ont imposé un blocus inhumain à Cuba, basé sur des sanctions économiques allant du contrôle financier, la suspension de l'aide et de l'assistance technique, le gel des avoirs financiers de l'État cubain, l'imposition d'un boycott à ses transactions de toutes sortes, jusqu'aux sanctions aux entreprises étrangères impliquées dans le commerce avec Cuba.

Aujourd'hui, au milieu d'une crise mondiale provoquée par la propagation du virus COVID-19, qui a testé la capacité de tous les États à garantir la santé de leurs citoyens, Cuba a réussi à contrôler la pandémie grâce à son système de santé universel et gratuit, sa préparation dans la lutte contre les épidémies et les catastrophes naturelles, ainsi qu'à son développement dans l'industrie des biotechnologies.



Lors d'un sommet virtuel avec les pays du G-20, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres et des experts des droits humains des Nations unies ont exprimé, à la fin du mois de mars, la nécessité de plaider en faveur de la levée des sanctions économiques contre les pays qui ont souffert de ce fléau, afin d'éviter une crise sanitaire.

Les États-Unis n'ont pas répondu à l'appel d'assouplir le blocus contre Cuba, tout au contraire, l'administration nord-américaine a resserré les sanctions, en frappant l'économie cubaine dans son ensemble et en rendant impossible la recherche de partenaires commerciaux, la réalisation de transactions financières, ce qui rend plus difficile, en temps de pandémie, d'acquérir du matériel sanitaire et de la nourriture pour l'attention adéquate au peuple cubain.



Mais malgré ce blocus illégal, Cuba a pu répondre à l'appel de l'Organisation mondiale de la santé de maintenir un esprit d'unité et de solidarité, par le renforcement de la collaboration et la coopération afin de contenir, contrôler et atténuer la pandémie. Cuba a envoyé dans plus de 40 pays et territoires, qui en ont fait la demande, des groupes de médecins et du personnel d'appui du Contingent international de médecins spécialisés dans les situations de catastrophe et les épidémies graves, Henry Reeve, qui depuis 2005 a effectué plus de 60 missions sur quatre continents, en offrant son professionnalisme humanitaire de 9 000 professionnels de santé.

Nous, les signataires de cette déclaration, nous dénonçons les tentatives du gouvernement des États-Unis de manipuler le sujet des droits humains. Seul dans le mois de novembre, l'Administration nord-américaine a ajouté un

million de dollars aux projets de subversion et d'ingérence interne à Cuba. Ce même financement est utilisé pour organiser et encourager des groupes et des individus dans différents pays où il y a une représentation diplomatique.

Les signataires de cette déclaration maintiendront les liens d'amitié avec Cuba, en renforçant les relations officielles que Cuba et le Canada entretiennent depuis 1945. Il est à noter que le Canada et le Mexique ont été les deux seuls pays de cet hémisphère qui n'ont pas rompu leurs relations avec Cuba après le triomphe de la révolution en 1959.

À l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme, NON AU BLOCUS CONTRE CUBA !

(Photo : Table de concertation de solidarité Québec-Cuba, Adan, CNC)



La lutte pour les droits et le renouveau en Inde

La marche de masse des fermiers à Delhi entre dans sa troisième semaine

- Meera Kaur -



Rassemblement des fermiers qui campent au poste frontalier de Tikri à l'extérieur de Delhi à l'occasion de la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre 2020

Des rapports de New Delhi indiquent que des millions de fermiers sont rassemblés à la frontière entre le Pendjab et Delhi. La ville est assiégée. Il y a un Mela (rassemblement) d'au moins 60 à 70 kilomètres de long sur la route Grand Trunk (autoroute nationale). « Ambiance très festive, Langar (cantine végétarienne), spectacles culturels, les gens veillent les uns sur les autres, des travailleurs de la santé sont là, les villages environnants fournissent des légumes, du lait, du ghee (beurre clarifié) et des produits de première nécessité », a écrit une personne. Des rapports indiquent que les fermiers sont équipés pour y rester pendant des mois si nécessaire. Un contingent de Nihang Sikhs – des guerriers sikhs à cheval – a également rejoint les fermiers. « Ils ont attaché leurs chevaux aux barricades et pratiquent leurs arts martiaux », écrit l'observateur.



Un contingent de Nihang Sikhs, des guerriers sikhs à cheval, s'est joint aux fermiers, le 10 décembre 2020.

Le Comité de coordination India Kisan Sangharsh (AIKSCC) a émis ce communiqué de presse le 9 décembre :

« Le Groupe de travail national de l'AIKCC a pris les décisions suivantes :

- L'AIKSCC se joint aux organisations de fermiers pour dénoncer et rejeter la soi-disant « nouvelle » proposition non sincère et arrogante du gouvernement central.
- L'AIKSCC lance une campagne nationale [Sarkaar ki Asli Majboori – Adani, Ambani, Jamakhori] pour dénoncer le gouvernement Modi.
- L'AIKSCC appelle les organisations de fermiers à organiser des manifestations continues. »





Depuis le 7 décembre, les postes frontaliers de Tikri, Singhu, comme plusieurs autres postes frontaliers, qui mènent à Delhi, sont bloqués par les manifestations des fermiers.

Plusieurs séries de pourparlers avec le gouvernement n'ont pas satisfait les revendications des fermiers. Auparavant, le gouvernement répétait son mantra que les « agriculteurs ne comprennent pas ». Maintenant, il dit qu'il examinera leurs revendications et fera quelques changements. Les fermiers veulent l'abrogation pure et simple des lois incriminées. Se référant à l'agriculture contractuelle que ces lois introduisent, les fermiers disent que « la Compagnie des Indes orientales est de retour ». Un jeune fermier a souligné qu'au cours des 10 dernières années, le prix minimum de soutien (MSP) du paddy (riz) a augmenté de 18 %, mais le coût des intrants a augmenté de 53 %. Un autre jeune fermier a déclaré : « Le chef et le négociant ont les mêmes lettres. Ces chefs de partis politiques sont devenus des négociants pour Mukesh Ambani et Gautam Adani. »



Les affiliés du parti au pouvoir et certains de ses dirigeants ont tenté d'inciter les gens contre les fermiers en disant que les fermiers sont des « Khalistanis », ce qu'ils assimilent au terrorisme. Mais les agriculteurs de l'Haryana, du Rajasthan, de l'Uttar Pradesh et d'autres endroits appellent les gens

à ne pas se laisser distraire. Ils répondent en disant : « Si la lutte pour les droits fait de vous un Khalistani, alors nous sommes tous des Khalistanis. »



Le 5 décembre, des gens partout en Inde ont brûlé des effigies des oligarques Mukesh Ambani, Gautam Adani et d'autres dont les grandes entreprises volent les terres des fermiers. Le 8 décembre, l'Inde a été fermée par une grève. Des centaines de millions de personnes ont fermé l'Inde pour exiger que le gouvernement réponde aux revendications des agriculteurs.

Des rassemblements de masse ont été organisés devant les missions de l'Inde à l'étranger pour soutenir les fermiers. Des millions de personnes ont signé des pétitions. Les Indiens non résidents (NRI), en particulier les Pendjabis à l'étranger, jouent un rôle important. Par exemple, les jeunes Punjabis de deuxième et troisième génération à l'étranger expliquent à leurs proches l'expérience des fermiers aux États-Unis et au Canada, où de grandes entreprises agroalimentaires ont volé les terres des peuples autochtones et des agriculteurs. De jeunes avocats des États-Unis, du Canada et de Grande-Bretagne ont examiné les lois et donnent des conseils juridiques aux fermiers du Pendjab. Ils ont également amassé beaucoup d'argent pour aider les fermiers qui sont en grande difficulté. Le 10 décembre, Journée internationale des droits de l'homme, ils ont organisé des rassemblements de voitures devant les missions indiennes, pour protester contre les violations des droits humains.



Le peuple de l'Inde est engagé dans des actions pour faire sa propre histoire. Les manifestations de masse et le courage du peuple révèlent une fois de plus que les arrangements que l'élite dirigeante a conclus avec les Britanniques en 1947 sont antipeuple. Les conditions mettent à l'ordre du jour pour solution la nécessité urgente d'investir le peuple du pouvoir. Elles révèlent également que la « plus grande démocratie du monde » n'est rien d'autre qu'une dictature impitoyable d'une minuscule élite dirigeante. Le peuple doit exercer lui-même sa souveraineté sans la médiation des partis politiques ou du gouvernement de parti. L'État qui a été créé en 1947 a mis des agents du Raj britannique en charge de relations intérieures et internationales qui favorisaient les intérêts étroits du Raj. Aujourd'hui, sous la mondialisation néolibérale, cela est devenu intolérable. Le fardeau qui est imposé au peuple est intenable. La lutte du peuple pour ses droits et les droits de tous donnera naissance à de nouveaux arrangements qui satisferont les réclamations que le peuple fait à la société et qui correspondent aux exigences de l'époque.

L'instigation de l'anarchie et de la violence est le modèle que les Britanniques ont développé après

la première guerre d'indépendance en 1857 contre la domination britannique. Elle a été spécifiquement utilisée pour diviser le peuple indien en 1947 et les institutions imitent celles des Britanniques afin de reproduire leur règne en utilisant des Indiens au lieu de personnalités britanniques. C'est la « démocratie » que les forces de l'establishment, y compris ceux qui se disent libéraux et laïques, veulent que les gens sauvent « à tout prix » comme si elle était l'antidote et non le pourvoyeur de l'anarchie et de la violence. C'est le bandeau de l'anticonscience que ceux qui ont usurpé le pouvoir par la force manipulent chaque minute de chaque jour pour que personne ne regarde les conditions réelles et l'ensemble des relations sociales pour voir ce qu'elles révèlent. Le peuple doit lever ce voile de désinformation, de tromperie et de fraude.



Manifestation organisée par les jeunes en appui aux actions des fermiers, le 30 novembre 2020

Blocus à l'échelle de l'Inde et d'autres actions en appui à la marche des fermiers sur Delhi

Chandigarh, le 1er décembre 2020



Bengale-Occidental, Bhand, le 8 décembre 2020



Tamil Nadu, Bhand, le 8 décembre 2020



(Photos: AIKSCC, Indian Youth Congress, Xinhua, A. Bangar, A. Dhillon, H. Manne, D. Journalist, Chandigarh 17, H. Saini)

Actions partout dans le monde en appui aux fermiers indiens



Montréal, le 6 décembre 2020

Alors que les agriculteurs indiens poursuivent leur lutte inébranlable pour affirmer leurs droits et leur bien-être et s'opposer aux attaques contre eux par le gouvernement Modi à travers ses trois projets de loi sur la réforme de l'agriculture et le recours à la violence de l'État contre leurs manifestations, les travailleurs du monde entier mènent des actions pour soutenir les fermiers et faire prendre conscience de leur cause.

Canada

À Halifax, le 5 décembre, plus de 100 véhicules ont participé à un rassemblement de voitures à l'extérieur du musée de l'immigration du Canada, le Quai 21, à l'extrémité sud de la ville.

À Charlottetown, le 1er décembre, une action a eu lieu à l'intersection des rues Great George et Grafton. D'autres rassemblements sont prévus.

À Montréal le 6 décembre, un rassemblement de masse a eu lieu dans l'arrondissement de LaSalle à l'extrémité sud de l'île, avec une autre action là-bas le 12 décembre.



Rassemblement à Montréal, le 6 décembre 2020



Rassemblement à l'hôtel de ville de Toronto en appui aux fermiers indiens, le 1er décembre 2020.

Dans la région métropolitaine de Toronto, les organisateurs du rassemblement de voitures Kissan Dharna ont rapporté que le 5 décembre, plus de 1500 véhicules et des milliers de personnes ont pris part au cortège de voitures qui a débuté à la gare GO de Bramalea à Brampton pour se terminer devant le consulat général indien à Toronto. Cela a été précédé par un autre cortège de voitures qui a parcouru le 1er décembre le trajet entre Brampton et Toronto, et une action le 29 novembre à Brampton.



Brampton, le 6 décembre 2020

Toujours en Ontario, un cortège de voitures a eu lieu à Hamilton ces derniers jours, avec une longue file de voitures qui a emprunté un trajet vers l'est sur la rue Barton.

À Winnipeg, les médias sociaux ont rapporté que « des milliers de véhicules » ont emprunté l'autoroute périphérique le 6 décembre en appui aux agriculteurs indiens.



Winnipeg, le 6 décembre 2020



Saskatoon, le 6 décembre 2020

En Alberta, des rassemblements se sont tenus à Calgary les 2 et 5 décembre. À Edmonton, un rassemblement d'au moins 1000 voitures s'est tenu le 6 décembre.



Calgary, le 6 décembre 2020

Dans les villes et villages de la Colombie-Britannique, il y a eu depuis le 2 décembre des piquetages et des rassemblements de masse en appui aux fermiers indiens. Le 2 décembre, un grand cortège de voitures parti de Surrey vers le consulat indien au centre-ville de Vancouver a attiré jeunes et vieux et a été suivi, le 5 décembre, par un cortège encore plus grand de voitures, camions, tracteurs et motos – les organisateurs ont rapporté plus de 3 000 véhicules – de nouveau parti de Surrey vers le consulat indien. À Prince George, le 2 décembre, une centaine de véhicules ont participé à un rassemblement et un autre est prévu pour le 13 décembre. Des piquetages et des rassemblements de voitures ont eu lieu dans d'autres villes, notamment Prince George, Kamloops, Kelowna, Courtenay, Abbotsford et Richmond. Il y a eu un piquetage quotidien à Delta et des piquetages quotidiens ainsi que d'autres manifestations plus importantes se poursuivent certains jours devant le consulat indien à Vancouver.



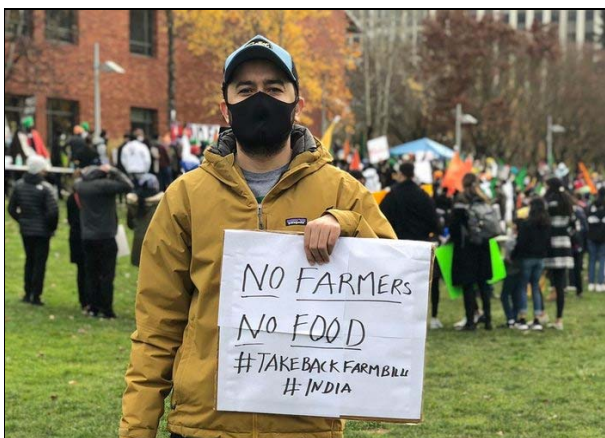


Vancouver, le 5 décembre 2020



Burnaby, le 5 décembre 2020

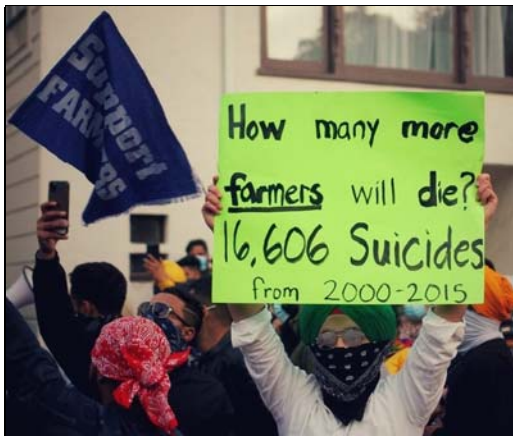
États-Unis



Seattle, Washington



San Francisco, California



California



Houston, Texas



New York, New York



Washington, DC

Europe



Londres, Angleterre





Birmingham, Angleterre



Stuttgart, Allemagne

Océanie



Nouvelle-Zélande



Canberra, Australie

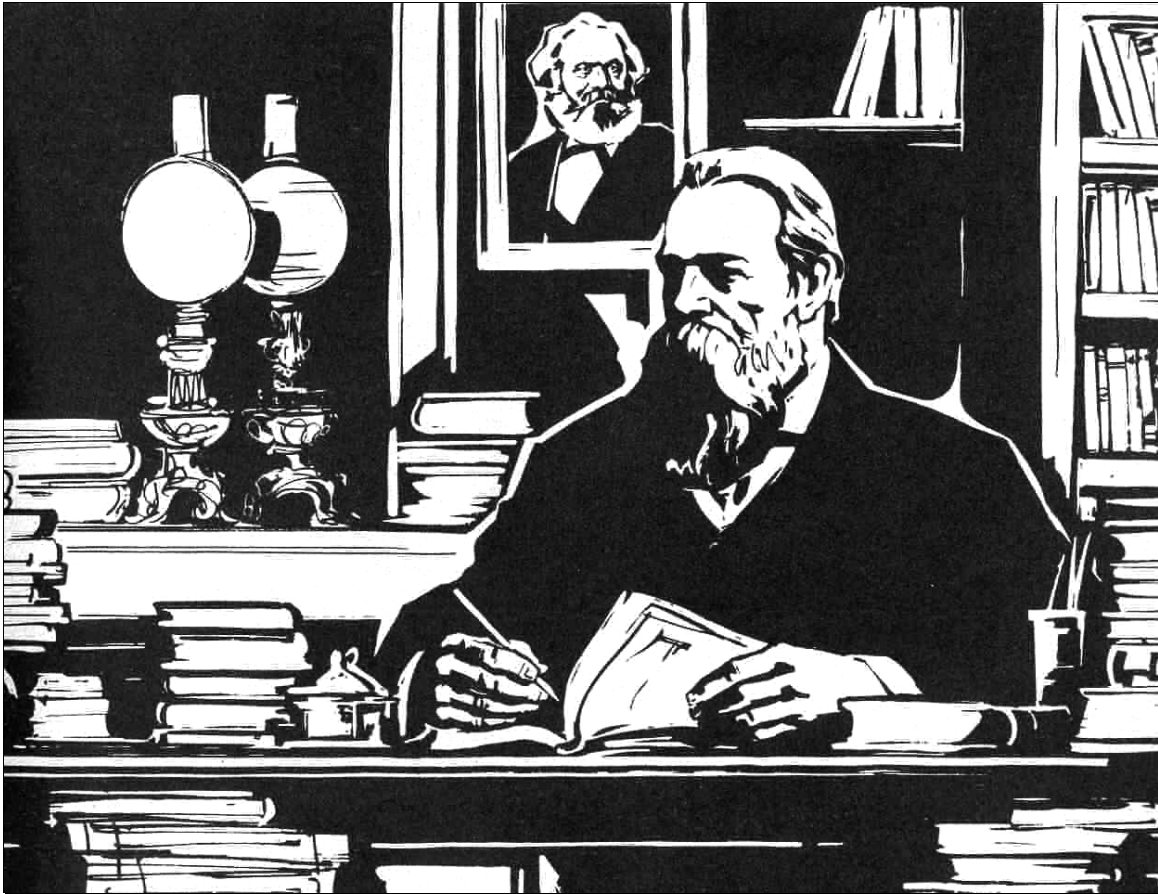
(Photos: LML, P. Singh, J. Singh, T. Bhullar, H. Panfher, Dehmesh Cultural Centre, A. Sekhon, K. Kaur)



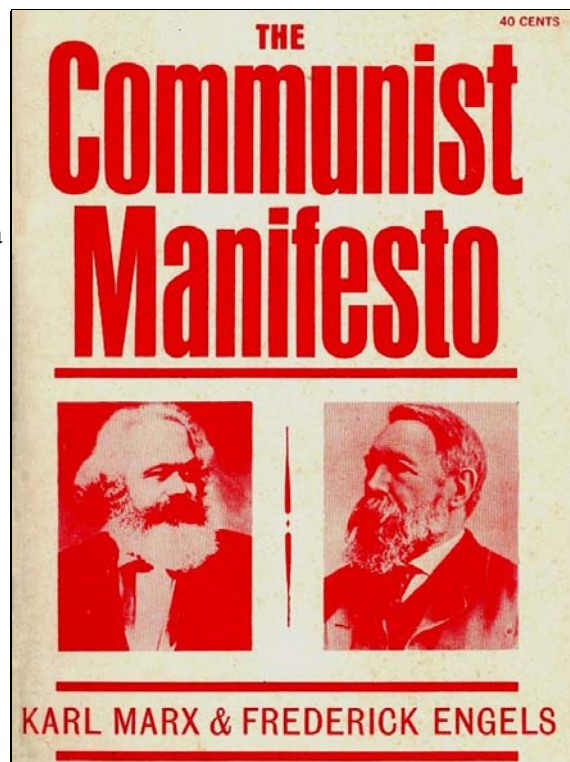
Important anniversaire

Le 200e anniversaire de naissance de Friedrich Engels

Deux cents ans d'histoire se sont écoulés depuis la naissance de Friedrich Engels le 28 novembre 1820 à Barmen, en Allemagne. Malgré le passage de tant de temps et d'événements, les actions et la pensée révolutionnaires de Friedrich Engels sont aujourd'hui présentes comme un guide pour l'action pour régler les comptes avec la vieille conscience de la société et permettre la naissance de la personnalité démocratique moderne.



Le *Manifeste du Parti communiste*, écrit par Friedrich Engels et Karl Marx en 1848, présentait le communisme au monde comme la condition nécessaire pour accomplir l'émancipation de la classe ouvrière. Friedrich Engels a consacré toute sa vie à l'avancement du mouvement de la classe ouvrière. Malgré les attaques incessantes contre sa personne par des personnalités politiques et les États allemands, français et autres, il a démontré en pratique, comme l'a dit Hardial Bains lors de la conférence tenue à l'occasion du 100^e anniversaire de la mort d'Engels en 1995, que : « Le communisme ne peut pas être soumis par l'intimidation, il ne peut avoir peur des piqûres d'épingle. Il doit attirer les meilleurs esprits de notre époque, comme il l'a fait dans le passé. Il doit présenter à la classe ouvrière ce qu'il y a de mieux dans tous les domaines. Il doit ouvrir un avenir pour les êtres humains et non pour les anges. Il doit créer une société que les êtres humains veulent, pas la perfection, pas un monde imaginaire. La société à créer est celle que la classe ouvrière doit créer pour elle-même, un monde où elle ne fera plus face à l'humiliation, à l'avilissement et aux crimes des oppresseurs. La classe ouvrière doit créer une société dans laquelle l'humanité ne fait pas face aux guerres, aux maladies, à la pauvreté et à la marginalisation. »



Engels a commencé son oeuvre politique pour le communisme avec Marx en réglant leurs

comptes avec leur conscience philosophique d'autrefois. Ils l'ont fait pour hisser le drapeau de la classe ouvrière dans les conditions sociales de l'époque et les exigences de la pratique révolutionnaire. En réglant leurs comptes avec leur conscience d'autrefois, ils ont cherché à se donner, ainsi qu'à la classe ouvrière, un manifeste qui les guiderait dans la vie, leur permettrait d'engager des actions fondées sur l'analyse qui ouvriraient une voie pour le Nouveau et contribuerait à l'émancipation de la classe ouvrière.

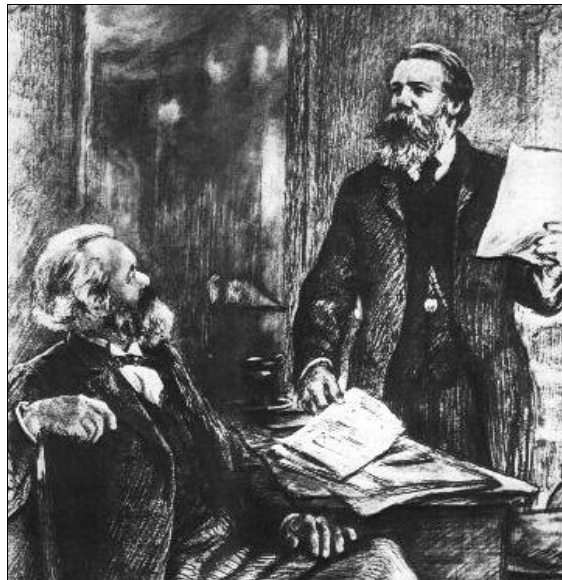
Engels explique le règlement de comptes avec leur conscience philosophique d'autrefois dans son ouvrage *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*. Pour régler les comptes, il a fallu, entre autres, tourner à l'envers la philosophie idéaliste du grand philosophe allemand Friedrich Hegel pour la remettre sur ses pieds et développer dans la pratique la philosophie du matérialisme dialectique et historique. Engels écrit :

« [...] cette philosophie dialectique dissout toutes les notions de vérité absolue définitive et d'états absolus de l'humanité qui y correspondent. Il ne subsiste rien de définitif, d'absolu, de sacré devant elle; elle montre la caducité de toutes choses et en toutes choses, et rien ne subsiste devant elle que le processus ininterrompu du devenir et du périr, de l'ascension sans fin de l'inférieur au supérieur, dont elle n'est elle-même que le reflet dans le cerveau pensant. Elle a, il est vrai, également son côté conservateur; elle reconnaît la légitimité de certaines étapes du développement de la connaissance et de la société pour leur époque et leurs conditions; mais elle ne va pas plus loin. Le conservatisme de cette manière de voir est relatif, son caractère révolutionnaire est absolu – le seul absolu, d'ailleurs, qu'elle laisse prévaloir.

« [...] on proclame comme étant la vérité absolue tout le contenu dogmatique du système de Hegel, ce qui est en contradiction avec sa méthode dialectique, qui dissout tout ce qui est dogmatique; voilà comment le côté révolutionnaire de la doctrine de Hegel est étouffé sous le foisonnement de son aspect conservateur. Et ce qui est vrai de la connaissance philosophique l'est également de la pratique historique. [...]

« Chez Hegel, le développement dialectique qui se manifeste dans la nature et dans l'histoire, c'est-à-dire l'enchaînement causal du progrès de l'inférieur au supérieur qui s'impose à travers tous les mouvements en zigzag et tous les reculs momentanés, n'est donc que le calque du mouvement autonome de l'Idée se poursuivant de toute éternité, on ne sait où, mais, en tout cas, indépendamment de tout cerveau humain pensant. C'était cette intervention idéologique qu'il s'agissait d'éliminer. [...]

« Nous conçûmes à nouveau, d'un point de vue matérialiste, les idées de notre cerveau comme étant les reflets des objets, au lieu de considérer les objets réels comme les reflets de tel ou tel degré de l'Idée absolue. De ce fait, la dialectique se réduisait à la science des lois générales du mouvement, tant du monde extérieur que de la pensée humaine – deux séries de lois identiques au fond, mais différentes dans leur expression en ce sens que le cerveau humain peut les appliquer consciemment, tandis que, dans la nature, et, jusqu'à présent, également dans la majeure partie de l'histoire humaine, elles ne se fraient leur chemin que d'une façon inconsciente, sous la forme de la nécessité extérieure, au milieu d'une série infinie de hasards apparents.



« Mais, du coup, la dialectique des idées ne devint que le simple reflet conscient du mouvement

dialectique du monde réel et, ce faisant, la dialectique de Hegel fut totalement renversée, ou, plus exactement : elle se tenait sur la tête, on la remit de nouveau sur ses pieds. Et cette dialectique matérialiste, qui était depuis des années notre meilleur instrument de travail et notre arme la plus acérée, fut, chose remarquable, découverte à nouveau [...]. »

La conscience impérialiste obscurantiste affirme l'idée que toutes les choses et les relations sont immuables. L'élite dirigeante fait tout pour empêcher le peuple de construire une société nouvelle et de faire avancer l'émancipation de la classe ouvrière. Elle déclare qu'il n'y a pas d'alternative à son programme de payer les riches pour sortir des crises économiques récurrentes, quelles que soient les difficultés qu'elles causent pour les peuples et les guerres et la destruction des forces productives qu'elles déchaînent. L'oligarchie rejette l'ère moderne à laquelle elle est directement confrontée, une ère dans laquelle les êtres humains naissent en société et possèdent des droits en raison de leur qualité d'êtres humains, car cela détruirait les privilèges de classe des oligarques et leur paradis sur terre de puissance et de richesses privées immenses.

La philosophie dialectique, comme l'affirme Engels et comme le prouve la vie elle-même, est une répudiation catégorique de l'incapacité actuelle des impérialistes de répondre aux exigences de l'époque, ce qui les mène à avancer des théories en faillite sur la fin de l'histoire, la fin de l'idéologie et la fin de la science. La philosophie dialectique « dissout toutes les notions de vérité absolue définitive et d'états absolus de l'humanité qui y correspondent ». Le Nouveau doit naître et la classe ouvrière est la force sociale qui peut le faire naître consciemment par des actions organisées avec analyse.

Honorons l'héritage de Friedrich Engels en redoublant nos efforts pour bâtir les institutions de la classe ouvrière et renforcer sa conception du monde et sa conscience révolutionnaires pour accomplir sa mission historique d'ouvrir la voie de son émancipation.

(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web : www.pccml.ca Courriel : redaction@cpcml.ca